

Lettre ouverte à la présidence de l'UBO, suite à la journée du 17 mars

Au **président de l'UBO**, Pascal Olivard, à ses directeurs, Dominique Brunel et Sylvain Broussard, aux **vice-président-e-s de l'UBO**, Matthieu Gallou (candidat à la présidence), Jean-marie Filloque, Pascal Gente (candidat à la présidence), Anne Lagadec, Muriel Rebourg, Raphaël Tripier, Frank Ganier, Cédric Quendo, Gaël Divard, Catherine Archieri, Yvonne Bouvet, Claudie Inisan, Joël Guervenou, Stéphane Piccioli, aux **vice-président-e-s étudiant-e-s**, Carole Guermeur, Antoine Doncieux et Maxime Leroux.

Au début du mouvement face à la loi travail, nous souhaitions nous rendre visibles à l'université, du fait qu'il s'agit de notre lieu de vie, d'études et de rencontre.

Si nous avons décidé d'inscrire notre lutte au sein de l'UBO, notamment à la faculté Victor Segalen, c'est parce que les Lettres, Sciences humaines et Sciences sociales nous amènent à réfléchir au(x) monde(s) dans le(s)quel(s) nous vivons.

Nos différentes actions visent à mobiliser les étudiant-e-s. Nous pensons que malgré les diplômes que nous obtiendrons (ou non), **notre avenir est compromis par cette loi**. Nous ne pouvons pas étudier sereinement dans ce contexte.

Au sein de notre mouvement, différentes luttes, qui s'inscrivent dans un contexte global d'**état d'urgence**, d'exception permanente, nous paraissent importantes. D'où cette lettre ouverte.

En dehors de certaines négociations quelque peu houleuses, liées à notre présence dans le hall de Segalen, nous n'avons jamais commis aucune violence à l'égard de la présidence. Aucun membre des conseils ne s'est présenté à nous, n'a essayé de nous rencontrer personnellement, et ne s'est prononcé sur cette loi et le mouvement en cours.

Nous avons constaté la présence renforcée de **vigiles** dans le hall occupé, d'**agents de force de l'ordre** le jeudi 17 mars à l'entrée du parvis, à partir de 4h du matin, ayant tournée toute la nuit dans Brest mais surtout dans le quartier Saint Martin, arrêtant ainsi **4 personnes dont des étudiant-e-s** (contrairement à ce que la presse a revendiqué).

Vers 8h30, une fois qu'on nous a autorisé à rentrer dans les locaux, après un **blocage au faciès**, nous avons constaté la présence de la **gendarmerie mobile** devant les portes d'entrée, mais aussi de membres des **renseignements généraux**, dont une personne s'étant faite passer pour doctorante.

Suite à une manifestation massivement surveillée, une **traque** a été engagée afin d'arrêter **deux étudiant-e-s**, présent-e-s tôt le matin et à la mobilisation du midi. Les personnes les ayant arrêté ont attendu pendant 3 heures, après la fin de la manifestation qu'ils sortent de l'université.

Nous dénonçons l'instauration de ce **rapport de force fantasmé**, s'étant concrétisé le jour de l'appel au blocus par une forte présence policière (une quinzaine de

personnes), qui nous attendait gazeuses à la main, sur le parvis de la faculté Segalen en haut des marches.

Nous nous sommes renseigné-e-s sur le **caractère juridique** de la présence policière au sein de l'université. Hors demande explicite et/ou autorisation de la présidence, elle n'est pas admise.

Nous reprochons à la présidence de nous avoir regardé de loin et d'avoir **laissé les forces de l'ordre contrôler les étudiant-e-s au faciès**, pour des motifs arbitraires.

Nous reprochons à la présidence d'avoir admis et demandé cette présence policière, avant même que toute action ne soit engagée. Plus que de la prévention, il s'agissait d'une **répression** (6 interpellations dans la journée du 17 mars, et 5 gardes à vue).

Nous reprochons à la présidence d'avoir autorisé la présence des renseignements généraux dans l'université, **mettant ainsi considérablement en danger certain-e-s étudiant-e-s**.

Nous exigeons donc :

- **L'exclusion de la présence policière** au sein de l'université, parvis et locaux compris.
- **La banalisation des journées de cours** (examens reportés, aucun contrôle de présence) **lors des journées d'actions nationales**, tels que les jeudis 24 et 31 mars.
- La garantie de la **libre expression des étudiant-e-s** dans les facultés, y compris dans les amphis, TD, cours et par voie d'affichage mural.
- Des **réponses** suite à la présence policière et de membres des renseignements généraux, à la faculté et à la BU, sans qu'une forme quelconque de dialogue n'ait été amorcée dans l'espace de réflexion et de dialogue qu'est la faculté.